

**EGLISE DU CHRIST AU CONGO**  
***CENTRE REGIONAL D'APPUI ET DE FORMATION POUR LE***  
***DEVELOPPEMENT***  
**B.P. 170-KIMPESE/BAS-CONGO**

**Quelques expériences de la prévention, de la gestion et de la  
transformation des conflits au Bas-Congo.**

---

**Rapport bilan 2009 réalisé par le CRAFOD avec le financement  
d'EED/ SCP.**

Janvier 2010

## Note Introductive

Depuis que le synode provincial de l'Eglise du Christ au Congo au Bas-Congo s'est engagé à côté de son partenaire étatique dans le processus de réduction de la pauvreté, la question de la « paix » des habitants du Bas-Congo et celle de la « bonne gouvernance » de son environnement étaient ignorées comme faisant partie des enjeux vitaux.

Depuis 2007, ces deux enjeux vitaux – paix et gouvernance locale - font partie prenante du programme de participation de l'ECC/Bas-Congo qu'est coordonné par le CRAFOD.

Ainsi, la promotion de la culture de la paix civile et de la bonne gouvernance locale est donc le volet du CRAFOD qui est chargé de concevoir, d'élaborer et de gérer les activités qui contribuent à consolider les acquis du processus de la démocratie en RD Congo.

Dans le cadre de ce volet « promotion de la culture de la paix civile et de la bonne gouvernance locale » le CRAFOD a réalisé, durant l'année 2009 et grâce à l'appui financier d'EED/SCP, une série d'activités en faveur respectivement des leaders confessionnels, des propriétaires fonciers et des membres des sociétés civiles ayant en commun la langue « KIKONGO » et les us et coutumes ; il s'agit des trois peuples – habitant les régions géographiques de ZAÏRE et UIGE en Angola, du Bas-Congo en RD Congo et du POOL en République du Congo – constituant l'espace culturel du Kongo central.

Dans les pages suivantes, nous avons décrit sommairement les objectifs de chaque activité réalisée, les approches méthodologiques et les résultats atteints ainsi que les effets que ces résultats ont engendrés.

Ce document n'est qu'un résumé de nos réalisations de 2009. Chaque activité a fait l'objet d'un compte rendu bien détaillé produit par ses acteurs qui l'ont réalisé.

Grâce aux fonds de SCP canalisés par EED/Département Afrique I, nous avons réalisé quatre activités qui sont rendues dans le présent document de synthèse. Il s'agit de :

1° L'accompagnement de la CBCO à la résolution du conflit de leadership ;

2° du renforcement des capacités d'un cadre féminin du CRAFOD sur l'observation des élections pluralistes ;

3° de la participation de trois cadres de l'ECC/Bas-Congo à la conférence sur l'éducation civique ;

4° l'accompagnement de 12 Forums locaux de valorisation des ressources naturelles.

5° l'état des lieux en Angola et en République du Congo-Brazzaville sur les causes et les conséquences de la question des récents refoulés des Congolais de l'Angola et des Angolais sur les deux Congo.

Nous remercions aussi tous les acteurs – consultants et employés du CRAFOD – qui, en dépit des contraintes inhérentes respectivement à l'acquisition tardive des fonds et à la lenteur de l'administration publique pour ce qui est de l'obtention des “ laissez-passer”, n'ont pas ménagé leurs expertises pour atteindre le maximum des résultats escomptés.

## **Description des activités**

### **I. Etat de lieux en Républiques de l'Angola et du Congo-Brazzaville.**

#### **1. Introduction générale.**

Depuis 2003, la République d'Angola a commencé les expulsions à grande échelle des ressortissants congolais et africains vivant dans le Nord de l'Angola. Cette année sous revue, ces expulsions ont commencé en janvier et ont atteint un point culminant au mois d'août et de septembre pour la province du Bas-Congo où les effectifs sont passés de 2000 en juillet à 18 000 personnes en septembre 2009.

En réaction à cet état des faits, le Gouvernement Congolais a décidé, fin septembre 2009, d'expulser également tous les ressortissants angolais vivant au Congo. La République du Congo-Brazzaville n'a pas été épargnée. Ses citoyens habitant surtout la province cabindaise d'Angola ont aussi été expulsés. Lui, à son tour à partir de sa capitale, Brazzaville, venait d'expulser une poignée des congolais de la RD Congo vers Kinshasa par le Beach Ngobila. Cette triple décision gouvernementale (de Luanda, de Kinshasa et de Brazzaville) d'expulsions réciproques des populations, soi-disant en situation irrégulière, a eu pour victime les laissés-pour-compte qui sont pour la plupart des prolétaires vivant des produits champêtres, d'élevage, de

l'artisanat et du petit commerce ainsi que les élèves, les étudiants et les jeunes apprentis d'un métier.

## 2. But de la mission

Afin de bien comprendre les motivations des décisions politiques prises par les autorités gouvernementales de ces trois pays qui sont membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) le CRAFOD, qui est l'instrument de développement de l'ECC/Bas-Congo, a diligenté une délégation composée de la présidence de l'ECC/Bas-Congo, du CRAFOD et de BRACURDE. Bref, cette mission a eu pour but de compléter les données socio-politico-économiques et écologiques, qualitatives surtout, devant permettre de bien comprendre le contexte de la sous région du littoral du fleuve Congo.

## 3. Définition des hypothèses.

Nous sommes partis de l'hypothèse que ce phénomène d'« expulsions réciproques qui ont eu de l'ampleur en septembre 2009 et, qui pouvait s'intensifier davantage après la fin de la CAN (Coupe d'Afrique de Nations) qu'organise la République d'Angola serait pour soubassement les faits suivants:

- la mégestion des migrations dans les frontières communes ;
- la crise de l'emploi mieux rémunéré ;
- l'insécurité alimentaire ;
- la mauvaise gouvernance des produits de l'exploitation des ressources naturelles que regorgent la sous région du littorale du fleuve Congo ;
- la pauvreté extrême du monde rural en général et de la femme rurale en particulier ;
- la mauvaise politique migratoire appliquée par les gouvernements de trois pays.

## 4. Approches méthodologiques.

Pour arriver au but de la mission, la démarche utilisée par les bénéficiaires de cette mission s'est inscrite tout naturellement dans la *sociologie*

*compréhensive*. La politique est une action sociale qui doit être comprise et l'explication permet justement de comprendre cette action sociale. Expliquer, c'est tenter de mettre à jour le processus qui a provoqué l'apparition de tel ou tel phénomène. Plus précisément, on peut qualifier d'explication la découverte des rapports que le phénomène étudié entretient avec d'autres phénomènes et qui permettent de comprendre pour quoi le phénomène en question s'est produit.

Aussi, pour mieux vérifier les hypothèses qui seraient à la base de ces vagues d'expulsions réciproques des populations congolaises et angolaises, la délégation du CRAFOD a aussi procédé à l'analyse documentaire qui, selon Grawitz (1993) « offre l'avantage d'être un matériau objectif en ce sens qu'elle soulève des interprétations différentes à celles du chercheur. » Elle a donc lu quelques déclarations signées conjointement par la RD Congo et l'Angola d'une part et, par la RD Congo et la République du Congo d'autre part sur les zones d'intérêt commun.

Enfin, l'enquête sur le terrain qui permet une observation approfondie de la société leur a aussi aidé à vérifier les hypothèses initiales. Les chercheurs-observateurs se sont entretenus notamment :

- avec quelques personnalités étatiques qui ont participé au processus de réinsertion sociale des populations expulsées de part et d'autre ;
- avec les représentants de la diaspora congolaise vivant en Républiques de l'Angola et du Congo-Brazzaville ;
- avec les leaders confessionnels et les acteurs sociaux évoluant dans les ONG locales ainsi qu'avec quelques scientifiques, à l'occurrence la fondation « NIOSI », qui s'intéressent à la l'intégration de la culture Kongo et de la lutte contre la pauvreté des populations du bassin-océan.

Durant et au cours des itinéraires<sup>1</sup> de parcours pour atteindre l'Angola et le Congo-Brazzaville, la délégation de l'ECC/CRAFOD conduite par le Président de l'ECC/Bas-Congo ont noté, discuté et enregistré ce qu'ils ont vu, entendu et compris de la lecture des mouvements d'expulsions des populations congolaises et angolaises faites par leurs interlocuteurs.

---

<sup>1</sup> Les trois itinéraires suivis par la délégation du CRAFOD sont : 1° KIMPESE-MBANZA-KONGO via le poste frontalier de LUFU ; 2° KIMPESE- BRAZZAVILLE via le Beach NGOBILA et, enfin KIMPESE-CABINDA via le poste frontalier de YEMA dans le territoire de Muanda.

Dans les pages suivantes sont décrits sommairement *les observations* des délégués de l'ECC/CRAFOD auprès des églises et ONG de l'Angola et du Congo-Brazzaville et *leurs essais d'analyses* des faits observés dans chaque pool visité ainsi que *les défis majeurs à relever* d'ici 10 ans par les différents partenaires impliqués dans la prévention, la gestion et la transformation des conflits latents ou ouverts, quelle que soit leurs natures d'une part et ; par la consolidation de la paix civile et des processus de la décentralisation amorcés par chaque pays et province faisant partie de l'univers étudié.

## 5. NOS OBSERVATIONS ET LES DEFIS A RELEVER DANS LA SOUS REGION DU KONGO.

### A. Dans les deux régions de ZAÏRE et UIGE au Nord de l'Angola

- MBANZA-KONGO et MAQUELA do ZOMBO sont deux sièges des institutions politiques des provinces de ZAÏRE et d'UIEGE situées au nord de LUANDA, la capitale de l'Angola. Elles sont donc deux villes-refuges ciblées par plus de 40.000 angolais (expulsés « forcés<sup>2</sup> » et expulsés « volontaires obligés<sup>3</sup> ») par les autorités politico-administratives et militaires de la RD Congo par représailles aux 29.858 congolais expulsés enregistrés respectivement à YEMA/YACHT (25.000), à TSELA-NDINGI-MAYILI (4.858).
- A travers ces deux centres urbains – MBANZA-KONGO et MAQUELA do ZOMBO, nous avons constaté des extensions de certains quartiers, densification de l'habitat, élévation du taux d'occupation des logements. La pression démographique sur ces deux villes entraîne de plus en plus la disparition progressive des hortas<sup>4</sup> et une densification dans les zones périurbaines.
- Dans les mécanismes d'accueil et de réinsertion mis en place par le gouvernement angolais à travers son Ministère d'Assistance et de Réinsertion Sociale (MINARS), 7 centres de regroupement des angolais expulsés ont été créés et ; à travers lesquels 34 personnes (en majorité des vieillards, des femmes enceintes et des enfants malades et malnutris) sont mortes.

<sup>2</sup> Pour la plupart les illégaux, c'est-à-dire de « sans papiers » officiels.

<sup>3</sup> A qui on a laissé la chance d'emporter quelques effets personnels, avec ou sans papiers

<sup>4</sup> Potagers, généralement indispensables à la sécurité alimentaire des ménages.

- Selon les responsables de CARITAS basés à MBANZA-KONGO, ces morts sont dus par la négligence du MINARS qui a mal géré ces 7 centres de regroupement qui n'avaient pas de l'eau et des latrines publiques (voir le centre de MBANZA-MAZI situé à 12 km de Mbanza-Kongo).
- Les Angolais résidents par contre, continuent à utiliser les angolais expulsés (forcés ou volontaires obligés) comme une main-d'œuvre très bon marché (rémunérée en aliments) pour travailler dans les lavras<sup>5</sup> situées autour des centres urbains.
- Après analyse de tous ces expulsés regroupés dans les 7 centres, CARITAS/MBANZA-KONGO vient de mettre sur pied un programme de réintégration des expulsés angolais venant de la RDC durant duquel ces derniers apprendront les deux langues - Kikongo et le portugais – qui sont beaucoup parlées au Nord de l'Angola ainsi que le métier d'agriculteur.
- Au vu de la carence en ressources humaines professionnelles dont souffre la République de l'Angola, à partir de ces 7 centres de regroupements et malgré les traumatismes, quelques personnes ressources, notamment des infirmiers et des enseignants, victimes de ces vagues d'expulsions, ont prêtées leurs services au MINARS.
- Un responsable de MINARS nous a confirmé que parmi des expulsés (forcés ou volontaires obligés), il y a eu un nombre très élevé des enfants qui ont arrêté leur scolarisation. Ce qui expose les adolescents à l'exploitation sexuelle, à la prostitution et à la délinquance.
- Contrairement à ce que les autorités locales chargées d'accueil, d'assistance et de réinsertion de tous les expulsés angolais venant de la RD Congo nous ont témoigné que la majorité d'entre eux ont été bien intégrés dans leurs communautés d'origine, le Comité de la communauté congolaise de Mbanza-

---

<sup>5</sup> Zones cultivables ne nécessitant pas de système d'irrigation.

Kongo nous a déclaré que les Angolais refoulés qui ont fait longtemps en RD Congo ont du mal à s'adapter dans leurs nouvelles conditions de vie que ça soit en milieu rural ou en milieu urbain.

- Quelques Angolais chrétiens (catholiques et protestants) interrogés n'estiment que la naissance d'une manière sporadique des églises de réveils, animés pour la plupart par les pasteurs et évangélistes Congolais, soit aussi à la base de la décision politique angolaise d'expulser « forcément » les congolais parce qu'elles (églises) dévoilent le phénomène des enfants dits « sorciers » qui divise bon nombre de ménages et clans angolais quand un conjoint ou quelques membres de famille sont soupçonneux d'être à l'origine de cette mauvaise pratique.
- Si la religion, la musique et le sport sont parmi des facteurs unificateurs et de renforcement de la coopération entre les peuples de deux ou plusieurs pays, les Angolais de Mbanza-Kongo jugent que l'évangile qui leur est apportée par les pasteurs et évangélistes Congolais est un des éléments de désunion de leurs ménages, de leurs familles élargies.
- La diaspora de la RD Congolaise est forte et bien organisée dans ces deux villes- refuges : Mbanza-Kongo et Maquela. Sur plus ou moins 2.450 citoyens composant la diaspora congolaise à MBANZA-KONGO, 80% sont des femmes (jeunes et adultes) originaires pour la plupart de la province de l'Equateur qui est le fief du peuple BANGALA qui était majoritaire dans les Forces armées congolaises sous le régime du président défunt, Joseph MOBUTU SESE SEKO auprès de qui la TROÏKA – Belgique, France et les USA – appuyait militairement le Front National pour la Libération de l'Angola, FNLA fondé en 1962 par Holden Roberto mort et enterré à MBANZA-KONGO à côté des sépulcres des rois du royaume Kongo.

- Le fonctionnement du comité de gestion de la communauté congolaise à MBANZA-KONGO dépend des recettes de la vente des fiches d'identification des congolais, à 2000 kuanza qui équivalent à 20 \$ et des cartes de membre qui coute 10\$ la carte. Parfois ce comité vend des cartes consulaires par manque d'un bureau consulaire de la RD Congo à MBANZA-KONGO.
- En termes de sécurité alimentaire, nous avons constaté que celle-ci n'est plus basée sur la production d'aliments mais sur la réalisation d'activités génératrices de revenus. La terre en milieu périurbain est désormais quasi exclusivement consacrée au logement.
- Tout comme dans les centres-villes du Bas-Congo en RD Congo (Matadi, Boma, Muanda, Kimpese, Mbanza-Ngungu, Kwilu-Ngongo, etc), l'économie des grandes agglomérations de deux provinces d'UIGE et du ZAÏRE au nord de l'Angola est tournée vers le secteur informel. A MBANZA-KONGO par exemple, les habitants (citoyens ou immigrés) se débrouillent plus dans les petits commerces, l'artisanat et la transformation alimentaire. La classe sociale de grands ou des riches est composée plus des officiers militaires des Forces Armées Angolaises et de quelques hauts fonctionnaires de l'Etat qui épousent l'idéologie du MPLA (parti politique au pouvoir).
- Depuis le 11 novembre 1975, date de la déclaration de l'indépendance et de la naissance de la République populaire de l'Angola par Agostinho NETO, le pouvoir, aux mains du MPLA, repose son espoir économique sur le pétrole, principale source de revenus du pays<sup>6</sup>, l'extraction minière et l'agriculture (banane, café, maïs et coton) qui est beaucoup développée au sud de l'Angola.
- Par contre, au nord de l'Angola, l'agriculture de subsistance est beaucoup pratiquée, sur des petites étendues, dans le monde rural par les autochtones qui s'attachent beaucoup à leurs terres ancestrales et ; qu'ils ont envie d'exploiter efficacement si et seulement si l'atmosphère politique serait toujours sereine et favorable à maintenir la paix durable et ; si leur gouvernement investissait davantage dans d'autres domaines du secteur

---

<sup>6</sup> Le pétrole représente 90 % des exportations de l'Angola.

primaire, en l'occurrence celui de l'agriculture générale comme l'Angola est 90% à vocation agricole.

- Le commerce de bois de chauffe constitue également une source de revenu majeure. Les femmes et les jeunes s'adaptent mieux à la vie urbaine et ont tendance à se tourner vers des activités de vente au détail.
- Les taux d'inflation restent extrêmement élevés. Cette inflation et le climat économique instable ne facilitent pas l'investissement des commerçants – qui pratiquent une intermédiation commerciale excessive – dans des produits à meilleure marge bénéficiaire. Le capital épargné (cas minoritaire) est utilisé pour acheter du matériel de construction pour l'amélioration de l'habitat.
- Tout comme le Congo-Kinshasa, l'industrie reste très peu développée du fait de la longue instabilité politique.
- Par rapport à cet effectif élevé des femmes de la diaspora congolaise à Mbanza-Kongo, 85 % des femmes dites « mariées » sont des concubines des officiers militaires angolais.
- Cette diaspora congolaise de MBANZA-KONGO, regroupée en communauté congolaise, est plus en contact avec celle de la municipalité de SOYO qui est la ville-capitale économique de la province de ZAÏRE.
- C'est donc dans les villes de SOYO et de CABINDA où il y a eu des cas des congolais expulsés (forcés et volontaires obligés) nous ont confirmé les représentants de la communauté congolaise de Mbanza-Kongo.
- Les Congolais résidents à SOYO, CABINDA et MBANZA-KONGO ont des sérieux problèmes pour obtenir des cartes de résidence. Jusque là, sur 2000 Congolais résidents à CABINDA qui ont sollicité la carte de résidence temporaire, moyennant paiement cash de plus ou moins 450\$ par personne, 283 seulement ont leurs cartes. Tandis qu'à MBANZA-KONGO, aucun congolais n'a eu une carte de résidence temporaire.
- Avant le déclenchement de l'opération « expulsion forcée des Congolais sans papiers officiels » à MBANZA-KONGO, le reçu du

versement de ce montant de 450\$ à la direction provinciale de l'Intérieur faisait l'objet de la carte de résidence temporaire.

- Dès le déclenchement de cette opération, les autorités du ministère de l'Intérieur à MBANZA-KONGO n'ont plus reconnu ce reçu de paiement de 450\$; ils ont demandé à tout congolais de ne plus exercer leurs activités commerciales, quelles que soient leurs nature et importance, dans le sol Angolais et ; la validité du laissez-passer est réduite à 21 jours pour plus de 100\$ alors que jadis, pour le même coût, le laissez-passer était valable pour 45 jours.
- Selon les membres du comité de gestion de la Communauté congolaise de Mbanza-Kongo, quelques Congolais qui ont commis des infractions sont gardés en prisons et ; les conditions carcérales sont très déplorables.
- Nous avons constaté dans la ville capitale de la province de ZAÏRE un déficit de planification urbaine : l'implantation de l'habitat et des services se réalise de façon anarchique. Le Soba n'est souvent consulté qu'une fois que la construction est réalisée. Son rôle se limite à reconnaître la propriété des terres, le droit coutumier ne lui reconnaissant aucune fonction de régulation.
- Les deux provinces Ba-Kongo de ZAÏRE et d'UIEGE ont été acquises par Holden Roberto, un des leaders charismatiques qui a lancé le mouvement de libération, FNLA, contre le pouvoir colonial portugais, alors aux mains du Dr Manuel SALAZAR<sup>7</sup> d'abord et ; ensuite de son successeur Marcelo Caetano et, enfin d'Agostinho NETO, leader et président du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola, MPLA, parti qui est au pouvoir depuis le 11 novembre 1975 jusqu'aujourd'hui.
- De par son positionnement politique contre les régimes au pouvoir depuis SALAZAR jusqu'au régime actuel dirigé par José Eduardo dos Santos en passant par NETO, mort en 1979, les deux provinces de ZAÏRE et d'UIEGE sont victimes de marginalisation. Les sièges de leurs institutions politiques ont été bombardés

---

<sup>7</sup> Bien que Salazar soit mort en 1971, son successeur Marcelo Caetano maintient la caractéristique dictatorial du régime initié par Salazar.

poussant les populations locales à fuir la guerre de libération vers le Congo Kinshasa depuis 1961.

- Fuyant la guerre de libération, les Angolais Chrétiens reconnaissent qu'ils ont beaucoup travaillé pour le développement de la RD Congo : A titre exemplatif certains pasteurs angolais s'étaient intégrés dans les différentes églises locales de l'ECC/Bas-Congo; quelques Chrétiennes – originaires de l'Angola – ont créé des chorales ; cas typiques de chorales des Mamans Lubokolo I et Lubokolo II dans la 23<sup>è</sup> Communauté Evangélique du Congo à MATADI. Il y en a d'autres réfugiés angolais qui ont travaillé comme des agents dans la fonction publique, dans l'ONATRA, etc.
- A MBANZA-KONGO, l'ancien site missionnaire de l'Eglise baptiste, la IEBA en sigle, s'est vu ses locaux, abritant les œuvres médicales, rasés pour y ériger une piste d'aviation militaire pour le ravitaillement des Forces Armées coloniales et aujourd'hui des FAA (Forces armées angolaises) déployées à travers la province de ZAÏRE.
- Expulsé de force depuis 1961 de Mbanza-Kongo pour les cités de Kimpese, Mbanza-Ngungu, Lukala, Kwilu-Ngongo en RD Congo, l'IEBA est au rez-de-chaussée. C'est-à-dire l'Eglise baptiste de l'Angola est sans moyen de survie et de fonctionnement. Ses Chrétiens et chrétiennes sont sans formation technique de base.
- Conscients que l'agriculture est la base de développement, le ministère de l'agriculture de l'Angola en général et ses partenaires privés notamment les Eglises chrétiennes regroupées en CICA en particulier ne sont pas accessibles aux matériels végétaux et aux géniteurs performants et résistants (présence de la mosaïque dans les champs de manioc).
- La guerre de libération, les conflits successifs de leadership – MPLA contre FNLA d'une part et MPLA contre UNITA<sup>8</sup> et les récentes crises dues par des expulsions réciproques des populations rurales et citadines ont laissé des nombreux stigmates dans les villes et dans les environs des camps ou centres de regroupement notamment :

---

<sup>8</sup> Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola, créée en 1966 par Jonas SAVIMBI.

- ✓ des traces sur les individus (morts, blessés, crimes et intimidations sexuelles)
  - ✓ des traces sur les populations (déplacements, traumatismes des déplacés et/ou des réfugiés)
  - ✓ des traces sur l'environnement (dommages et destructions directes ou indirectes sur l'écosystème)
  - ✓ des traces sur les infrastructures de base et les ressources (dommages directs, destructions)
  - ✓ des traces sur la qualité de vie et l'économie (pertes tangibles dans l'accès aux besoins de base ; économie de dévaluation, pertes d'emploi, etc.)
- Pour la population civile interrogée, le processus démocratique est certes un espoir pour un retour à une paix durable. La décentralisation des entités territoriales soutenue par le gouvernement central de LUANDA a permis aux autorités provinciales (politiques et confessionnelles) de voir leurs infrastructures de travail reconstruites et équipées. A Mbanza-Kongo, par exemple, les temples des églises catholique et protestante situés en plein centre ville sont réfectionnés avec les fonds propres du gouvernement central. L'œuvre médicale de l'IEBA qui compte 13 postes de santé s'est vu doté d'un équipement ophtalmologique pimpant neuf sans qu'elle ait une personne ressource disponible pour l'exploiter.
  - Outre le CARITAS/Mbanza-Kongo qui est un service de développement de l'église catholique qui organise un service d'encadrement des personnes en situation difficile, presque toutes les églises protestantes n'ont pas en leur sein des services d'appui et d'accompagnement des populations déshéritées.
  - En comparant l'église chrétienne d'Angola à celle de la RD Congo, pasteur Yona, un des expulsés « volontaires forcés », nous dira ceci : « En Angola, c'est le pasteur qui attend les fidèles ou les brebis dans son bureau de travail alors qu'au Bas-Congo en particulier ; ce sont les brebis ou les fidèles chrétiens qui attendent chez eux le berger ou le pasteur avec les petits cadeaux»
  - Ces mêmes populations s'interrogent de la présence des 10 000 hommes en uniformes ( militaires) de la Forces Armées Angolaises

positionnés dans la localité de KWIMBA située proche de la frontière avec la RD Congo à partir de District de Mbanza-Ngungu au Bas-Congo.

- Malgré le retour de la paix et l'espoir d'une amélioration des conditions de vie rapide, les actions communautaires peinent à se développer dans les deux provinces de UIEGE et ZAÏRE.
- Conscient de son rôle régalien et faisant recours au principe du rôle moteur des ANE (Acteurs Non Etatiques) dans la gestion des Etats africains, le gouvernement angolais encourage et fait participer de plus en plus ses partenaires sociaux, le secteur privé et la société civile dans la gestion du développement.
- Parmi les partenaires que les gouvernements central et provincial de l'Angola consultent, il y a le Conselho de Igrejas Cristãs em Angola (CICA : Conseil des Eglises Chrétiennes en Angola) qui compte 16 églises membres. Les principaux domaines d'intervention du CICA sont : l'évangélisation, l'assistance sociale et développement, l'éducation théologique, la justice, paix et réconciliation, la formation des cadres techniques et professionnels, la communication, la santé et la lutte contre le VIH/Sida et la malaria, la promotion de la femme et de la jeunesse (Mulher e Juventude). Des sources sûres, nous avons appris que les membres du comité exécutif du CICA sont considérés comme les fonctionnaires de l'Etat, c'est-à-dire leurs prébendes et son fonctionnement sont payés par l'Etat.
- Les deux provinces appartenant au peuple Kongo de l'Angola, UIEGE et ZAÏRE, qui a été le fief de la guerre d'indépendance et par la suite de la guerre civile qui s'est terminée avec la défaite du FNLA, connaît jusqu'à présent une situation de double délaissement de suite, d'abord par le pouvoir colonial et ensuite par le pouvoir actuel. Ceci est la cause principale de la pauvreté de cette contrée du Nord de l'Angola.
- Par la suite, les deux régions connaissent un faible taux de scolarisation. Le peu des cadres disponibles ont été entièrement formés en RD Congo. Ces cadres formés se font remarquer par leur conscience d'agir pour l'intérêt communautaire: « survivre en situation de crise, c'est avant tout trouver refuge ailleurs et mettre au point des stratégies de survie adaptées au milieu de la ville » ; nous a déclaré un de nos Interrogés.

## B. Dans la région de CABINDA

Le Cabinda connaît une situation particulière dans l'histoire de l'Angola. C'est une enclave de l'Angola et elle est bornée à l'ouest par l'océan Atlantique, au nord par la République du Congo et au sud-est par la République Démocratique du Congo. Elle est en même temps la capitale et la principale ville de la province de Cabinda qui possède un petit port sur le fleuve BELE.

La province de Cabinda est recouverte de grandes forêts tropicales ; le bois et les phosphates représentent une part importante de ses ressources économiques. Il existe une importante zone d'exploitation pétrolière au large de la côte depuis la fin des années 1960. Dans les années 1970, le port de Malembo, au bassin profond, se développa dans l'enclave. La population était estimée en 1992 à 152 100 habitants et aujourd'hui, elle est estimée à plus ou moins 300.000 habitants. Depuis 1963, le Cabinda s'est doté d'un mouvement de libération, la Force de Libération de l'Enclave de Cabinda (FLEC) ayant des arrières bases dans les forêts abordant les limites frontalières avec la RD Congo. Les principales sources de revenus de cette province sont le pétrole et le diamant.



## C. Les contentieux sur l'exploitation des ressources pétrolière et halieutique dans la sous région.

L'Angola pompe du pétrole non seulement sur son territoire, mais aussi chez les deux voisins. C'est ce qui entraîne le contentieux pétrolier avec

ses voisins congolais. La République du Congo a géré ce problème sur le plan de la politique. Tandis que la RD Congo, persuadé que l'Angola est en train d'extraire du pétrole dans « ses propres eaux territoriales », le parlement national avait mis en place une commission ad hoc dont les conclusions sur l'exploitation du pétrole aux larges du littoral de l'océan Atlantique avaient été présentées à la commission ad hoc des Nations unies qui s'occupe des frontières maritimes.

Le rapport de cette commission a démontré une « occupation de facto » d'une partie du plateau continental du Congo-Kinshasa par l'Angola. Le territoire concerné va du point le plus au nord et un autre de plus au sud, les frontières maritimes de la RDC s'étendent jusqu'à 350 miles nautiques. Cette distance permise par la méthode des Nations unies fait que la zone économique de la RD Congo devrait aboutir par tailler les blocs de l'Angola. En plus, la Convention de Montego Bay signée le 10 février 1982 est un texte fondamental et applicable en matière de droit de mer. Elle est liée aux questions portant exploitation des ressources halieutiques et des gisements des hydrocarbures. L'Angola ayant limité ses frontières, la République Démocratique du Congo l'ayant fait également, le Congo ne réclame qu'à exercer ses droits.

Il ressort que les concessions pétrolières que Kinshasa revendique sont des blocs de pêche occupés par Chevron Texaco qui produit 168.000 barils par jour et Exxon Mobil avec 600.000 barils par jour. Mais le plus intéressant, c'est le bloc 15. En termes de réserves pétrolières, il s'agit de 4 milliards de barils répartis de la manière suivante : Exxon 40%, British Petroleum 26, 6%, AGIP, 20% et Total 13, 3%. Sur ce tracé du bloc 15 se trouvent en exploitation 400 millions de barils dont 200 millions par Tullow Oil et le champ de Chevron avec 200 millions de barils

A part les gisements pétroliers, il y a également les conflits lié à l'exploitation des ressources halieutiques, non seulement que les bateaux de pêche angolais sont présents dans les eaux territoriales congolaise, mais leur activité est plein d'incidents avec les pêcheurs artisanaux congolais qui voient toujours leurs filets cassés ou emportés par les navires des pétroliers et des pêcheurs angolais.

#### **D. Les mouvements migratoires précoloniaux, coloniaux et post indépendance,**

Pour implanter leurs églises, les missionnaires se déplaçaient sans restriction à travers les trois pays. Ensuite, conformément au triple principe de la colonisation (Etat, Religion et Commerce), les commerçants européens se déplaçaient également dans les trois pays sans beaucoup

des contraintes. Ainsi, les flux migratoires indigènes suivaient les mouvements d'évangélisation et de commerce. Le Congo Belge ayant à l'époque la monnaie la plus forte est stable, il était évident que les migrations ont beaucoup plus convergées vers l'actuel Congo Kinshasa. Déjà vers les années 30, les entreprises détenues par les sujets portugais à l'instar de MENDEZ rachetées des noix palmistes dans la région transfrontalière de Mindouli et Luozi.

- E. En plus, l'orientation des programmes d'enseignement au Congo-Brazzaville est tournée vers l'histoire de la France et ignore les pays voisins. De sorte que l'histoire ne retient pas les deux premiers présidents du Congo.

La tension est montée suite à la forte immigration clandestine des congolais et des Ouest-africains qui passent par le Congo-Kinshasa et cherchent à atteindre Luanda<sup>9</sup> qui est l'eldorado ou les zones minières<sup>10</sup>. A ce sujet, des filières de passeurs existent (tantôt dans des petits sentiers en dehors des entrées frontalières officielles, tantôt dans les camions des citernes des carburants comme on en a arrêté en 2009). Plusieurs congolais profitant également des jetons accordés par les services de migrations pour assister au marché alternatif qui se tiennent à la frontière de Lufu, tentent d'atteindre Mbanza-Kongo et passer à Luanda. Il est aussi courant de constater que des congolais ayant bénéficié d'un laissez-passer dépassent le délai requis de 7 jours.

Notons également que les Ouest-africains profitent du manque de fermeté d'entrée des services frontaliers de la RD Congo pour passer en Angola. En plus, au sein des villes et cités de l'Angola, les clandestins congolais se distinguent par des délits mineurs, c'est le cas de l'utilisation abusive des téléphones publics. Ils ont été installés pour

---

<sup>9</sup> Le nom Luanda provient de l'interdiction du roi Kongo à la population d'accéder à l'île qui détenait le Nzimbu, la monnaie de l'époque. Cette île servant de banque, le roi avait demandé aux soldats gardien de ne laisser passer que des gens qu'il mandatait. Pour tout les autres, il devait être corrigé en les *tapant*, qui signifie en langue Kikongo : **Lu wanda**.

<sup>10</sup> Le fait que les Ouest- africains cherchent à atteindre les zones minières de l'Afrique Centrale est un ancien phénomène, parce que Dakar regorge de tout un quartier construit avec les recettes minières de la RD Congo, raison pour laquelle ce quartier est appelé « Congo zoba ».

servir gratuitement pour les appels d'urgence : cas de maladies, d'accident, d'incendies, d'émeutes,... mais les congolais se sont distingués par des appels illimités.

#### **F. Influences des religions messianiques et des églises de réveil dans les deux Congo, plus particulièrement dans la zone du Ba-Kongo.**

Dans les deux pays les politiques vivent dans la crainte d'une relation explosive entre le Pasteur NTOUMI et Ne MUANDA NSEMI dont les idéologies sont proches également de MATSOUA et de Bernard KOLELA (MCDDI). Le pasteur NTOUMI est basé officiellement à SUMUNA. Le Bundu Dia Kongo (BDK) de Ne MUANDA NSEMI est aussi présent à Brazza. Le Matsouanisme est très proche sur le plan idéologique de BDK, à la différence qu'il va au-delà de l'ethnie Kongo pour englober la race noire de l'Afrique dans sa globalité, probablement à la suite de la configuration de l'environnement politique de l'époque de MATSOUA marquée par l'AEF (Afrique d'Expression française).

En ce qui concerne les églises de réveil, elles sont à 80 % animées par les congolais de la RD Congo.

#### **G. Causes principales des tensions frontalières**

**G.1. Il faudra distinguer les tensions légères se manifestant sous formes des tracasseries le long des frontières et les grandes tensions conduisant aux refoulements.**

Dans la catégorie des tensions légères nous pouvons comptabiliser les tracasseries effectuées le long des frontières rurales surtout du côté de la RD Congo où une bonne partie du personnel affectée n'est pas originaire du Bas-Congo et par conséquent, ils accusent moins de compréhension des problèmes migratoires des populations locales qui ont en commun la langue Kikongo. Or du côté de la RD Congo, il y a beaucoup des centres médicaux et des complexes scolaires viables qui poussent les populations (Angolaises et du Congo-Brazza) de venir se faire soigner et faire étudier leurs enfants. Et sur le plan agricole, les régions frontalières du Congo-Brazzaville et de l'Angola sont approvisionnées en produits vivriers par la RD Congo. Pour le Congo-Brazza, les véhicules des commerçants Congolais de Kinshasa vont jusqu'à Brazzaville au marché Jeanne VIAL à Ouenze. Il s'agit du commerce des ananas, des huiles de palme, des bananes, des agrumes, .... Pour l'enclave du Cabinda, légumes, boissons, petit bétail proviennent de la RD

Congo tandis que pour Mbanza-Kongo, les matériaux de construction notamment du sable, de la caillasse et des poulets et poissons congelés importés de l'Afrique Australe.

Les grandes tensions se font voir entre les grandes villes ou les régions à grandes activités commerciale et industrielle. C'est le cas pour les deux Congo entre Kinshasa et Brazzaville. C'est aussi pour l'Angola et le Congo, d'une part entre les villes de Soyo et d'autre part entre la ville de Cabinda et la cité de Mwanda. En septembre dernier cette cité s'est prise en étau et a reçu 27.000 congolais refoulés. Entre l'Angola et le Congo-Brazza, les refoulements ont eu lieu entre la ville de Cabinda et la ville de Pointe Noire.

Notons également qu'entre les capitales de deux Congo, de part et d'autre les bousculades et tracasseries proviennent de la présence d'un tas des jeunes désœuvrés travaillant dans l'informel avec la complicité ou sous la protection.

Les refoulements des congolais par les angolais au mois de septembre 2009 ont été teintés de beaucoup des violences, les personnes à refouler étaient arrêtées brutalement sans leur laisser de récupérer leurs biens nécessaires chez soi. On les entassait hommes, femmes et enfants dans des cachots surabondés avant de les déverser à la frontière. Cette violence est aussi due au fait que l'Angola n'a jamais ratifié plusieurs textes réglementant le respect des droits humains, le niveau d'instruction assez bas des policiers basés dans les postes frontaliers. Le grand nombre des congolais (Zaïrens) sans-papiers est du à trois facteurs : l'attrait des avantages économiques qu'offre l'économie (industrie) angolaise, les contraintes liées au temps de récupération des produits de vente des marchandises prêtées dans l'économie informelle, le refus des autorités angolaises de vouloir régulariser la situation des séjours de sujets congolais par des cartes de résidence.

Cette grande tension déclenchée par les refoulements par l'Angola dans des conditions atroces de 27.0000 congolais était suivi de la suspension des vols du transporteur aérien TAGG vers Kinshasa le 9 octobre (AEM 615). En retour, la RDC procéda le 27 et 28 octobre à un refoulement de 40.000 personnes. Pendant les deux jours, il y a eu des départs forcés, mais par après c'était des massifs départs volontaires.

**G.2. Perturbations socio – culturelles par la pastorale des églises de réveil.**

Le flux migratoire des congolais vers l'Angola a permis également la création des églises de réveils d'origine congolaises. La partie angolaise accuse les responsables et évangélistes de ces églises d'avoir des pratiques perturbatrices de l'ordre public et de la paix sociale par les tapages diurnes et nocturnes, l'internement des malades dans les lieux des prières et non dans les centres médicaux, les tentatives des viols des malades par le pasteur, les accusations d'enfants sorciers, des parents sorciers fait par les églises de réveil.

Du côté des congolais, l'état d'esprit ressort clairement à travers la déclaration de Mama Boketsu de la CCA : « Bango awa, balingi kosambela te, kaka bondoki na bango, misala mabe<sup>11</sup>! ». On se trouve là devant un conflit culturel qui même au Congo crée des problèmes. Le chargé des affaires sociales de la MINARS/Mbanza-Kongo le dit clairement en termes claires « biso pe awa toza na culture na biso<sup>12</sup> »

En effet depuis la deuxième république, la RDC a développé une culture d'ostentation qui se manifeste par des tapages nocturnes et diurnes non seulement pour les débits de boissons, mais aussi par les églises de réveil. Cette culture ostentatoire a conduit à un type de pastorale caractérisé par l'usage des interprètes, l'usage des équipements de sonorisation très forts, une pastorale de proximité (porte à porte), un ministère d'accusation des enfants et des vieillards sorciers. Ceci contrairement aux églises classiques (protestantes et catholiques) qui ont des rites assez douces, à faibles bruits, moins enclin vers les problèmes de la sorcellerie et des maladies ainsi que leur exorcisation. C'est ce deuxième dynamisme qui caractérise en général le milieu social et religieux angolais. Mais, avec la pauvreté de la population, la pastorale congolaise des églises de réveil prend de l'espace et fait objet des conflits culturels.

En plus, les deux approches se distinguent dans le mode d'intégration du personnel religieux et les fidèles qui reviennent volontairement ou victimes de refoulement. Au sein de l'IEBA, le Pasteur Yona observe que leur insertion est lente et conduit au désengagement socio-religieux. Ceci est très frappant également quand on considère l'assistance sociale aux rapatriés qui n'est pas individualisée même pour les fidèles, pourtant IEBA à appuyer la MINARS

---

<sup>11</sup> Qui veut dire que « Ceux-ci qui ne veulent pas prier mais, qui préfèrent pratiquer la sorcellerie et font toujours du mal »

<sup>12</sup> Ce qui se traduit en français en ces termes : « Nous, ici en Angola, nous avons notre propre culture »

en aliments et autres effets pour assister les sinistrés. A cela il faut ajouter le fait que les pasteurs qui sont revenus en Angola, le mode d'accès à leur droits à l'INSS n'est pas clarifié. Par contre, la collaboration entre églises de réveil de deux côtés de la frontière (cas de CARMEL) est plus efficace et souple. Face aux effets de ces églises, l'état Angolais venait de prendre récemment des dispositions pour contrôler ses églises de provenance congolaise en interdisant le fonctionnement de celles qui n'ont pas les autorisations nécessaires.

### G.3. Mauvaise gouvernance de la res publica.

Autour des enjeux politiques, il est vrai que les populations des 3 pays voisins sont impliquées de part et d'autre, de manière perturbatrice, dans les élections présidentielles des pays concernés. Pour les habitants des zones frontalières, le concept de nationalité et la propriété foncière traditionnelle va au-delà des frontières des Etats - Nations issue de la conférence de Berlin. Pour le Congo et aussi l'Angola, chaque fois qu'il y a recrudescence des délits (braquages, vols à mains armés, prostitutions,...) et qu'on se rend compte que les étrangers surtout des congolais RDC sont impliqués, revient avec force l'image du voisin qui amène le mal. Et pour faire face à la situation, à l'image des pays européens surtout la France, il faut reconduire les étrangers non en règle à la frontière, tout en commettant des bavures policières qui entraînent des personnes en règle.

A partir du discours nationaliste de Mobutu, des guerres et agressions répétées en RDC, il s'est développé une psychose: les voisins sont jaloux de nous, ils viennent pour prendre nos richesses. Par contre, dans les pays voisins l'accent des efforts politiques est centré sur des facteurs qui permettent à leurs populations d'avoir un niveau de vie élevé. Néanmoins tout le monde reconnaît qu'en matière de démocratie, la liberté d'opinion en RD Congo est plus avancée que ses deux voisins.

A en croire plusieurs personnes rencontrées, la gouvernance de la Res publica sous l'égide du Président Edouardo Dos SANTOS a des effets rassembleurs et progressistes qui se manifestent par l'élévation du pouvoir d'achat, le budget du pays comparativement à la RDC et le PIB de manière générale. D'autres paramètres de bonne gouvernance sont visibles, entre autres la rémunération régulière et appréciable des fonctionnaires de l'administration publique (jusqu'au niveau des responsables des villages), la mobilisation des ressources matérielles, humaines et financières pour l'accueil des refoulés de septembre 2010 (installation rapide du site de transit

Mama Rosa à 7 km de la frontière congolaise de Lovo (dispositions d'accueil des refoulés, la distribution des vivres et l'assistance respectivement par les Systèmes des Nations Unies, l'assainissement, mobilisation des véhicules et avions pour le transport des refoulés jusqu'à leur village d'origine). La reconnaissance officielle et bonne collaboration avec la structure organisée de la Communauté Congolaise à MBANZA-KONGO.

Autour des enjeux économiques, la haine et la jalousie sont provoquées par l'occupation de certains secteurs d'emploi par des étrangers (le cas du secteur informel) alors que les nationaux chôment et deviennent frustrés. Corrélativement à cela, la ville de Kinshasa à elle seule avec ses six millions d'habitants équivaut au double de toute la population congolaise de Brazza. Il ya une crainte d'être envahie surtout avec le pont Route rail devant relier les deux capitales les plus rapprochées du monde. Notons que l'attrait vers l'autre frontière est souvent instigué par l'attrait de la devise forte. A l'époque coloniale et juste après l'indépendance, c'est la RDC qui avait une monnaie plus forte, par conséquent les mouvements migratoires vont vers la RDC et ; pendant le règne de Mobutu et jusqu'à présent c'est la République du Congo qui a une monnaie la plus forte (le Francs CFA). Il en est de même pour l'Angola avec le Kwanza. En plus les villes congolaises de Brazzaville, Pointe Noire,.... offrent des vastes possibilités d'emploi d'ouvriers spécialisées (maçons, mécaniciens, vitrier couture, infirmier,...) et d'autres petits métiers. Mais, une méfiance se développe à la suite de peu d'éthique de cette main-d'œuvre étrangère.

#### H. Les inquiétudes et suspens

L'accalmie actuelle de la tension semblait être liée à l'organisation de la Coupe Africaine des Nations par l'Angola. Heureusement la rencontre bilatérale vient d'éclairer la lanterne sur la présence d'un renforcement des troupes à la base militaire de Kuimba avec plus ou moins 10.000 hommes. Cette base est devenue un grand lieu de propagation du VIH/SIDA. C'est qui justifie entre autres la hausse très élevée du taux de prévalence dans les zones de santé de Kimpese et Kuilu Ngongo (4,2).

Du côté de la RDC, il est connu que les refoulements ont provoqué un regain de la violence verbale et tentative de spoliation des biens des personnes partant. Paradoxalement pendant ces opérations de refoulement et de retour massif des sujets angolais, des pèlerins kimbanguiste, Ecuste (fidèles de l'ECUSE, Eglise indépendante fondée par Tata Wonda) continuaient à traversaient les frontières.

## II. Formation sur l'observation et l'assistance aux élections

Soucieux des enjeux électoraux que le gouvernement de la RD Congo compte organiser en 2011 et en vue de constituer un noyau de formateurs des formateurs sur l'observation et l'assistance aux élections, le CRAFOD a bénéficié d'un financement d'EED/SCP qui lui a permis de former sa conseillère pédagogique en ce module qui est organisé par Austrian Study Center for Peace and Conflict Resolution in Stasdtschlaining. Tenu en Autriche du 01 au 13 novembre 2009, ce module de formation a eu pour :

### 1. Buts

- ✓ De promouvoir la démocratie, les droits humains et l'application de la loi ;
- ✓ Contribuer au renforcement des institutions démocratiques, construire la confiance mutuelle dans le processus électoral ; aider à déceler la fraude, l'intimidation et la violence.

### 2. Objectifs pédagogiques :

- ✓ D'appuyer le développement et la consolidation des sociétés plurielles et démocratiques à travers la préparation des participants à des tâches d'observation et d'assistance à des missions électorales ;
- ✓ De permettre aux participants de se familiariser au concept des élections comme faisant partie du processus démocratique, expliquant quelques concepts de base et des pratiques de la démocratie, la relation entre les élections, les droits humains et les standards démocratiques pour les élections ;
- ✓ De démontrer les différentes approches institutionnelles pour l'observation et l'assistance aux élections, les élections et l'observation des élections dans différentes sociétés ;
- ✓ D'amener les participants à identifier les tâches d'un observateur à court terme, celles des observateurs à long terme ainsi que celle des superviseurs des élections ;
- ✓ D'analyser le cycle électoral complet dans une étude de cas.

La méthodologie de ce module de formation a été basée sur les principes qui sous-tendent la formation des adultes (andragogie). Elle allie les exposés du formateur, les analyses des situations concrètes en groupe, les études de cas et les synthèses/ inputs du formateur.

Animé par les experts internationaux, ce module de formation a été axé sur différents sous-thèmes, à savoir :

- Introduction aux concepts des élections et le cycle électoral
- Observation et Assistance Technique des élections
- Observation, Assistance Technique et Capacité de former le staff électoral

- **Enrôlement**
- **Le rapport sur le jour de l'élection & Sécurité pour les élections.**
- **La conduite du Média**
- **Le Rôle de la technologie moderne aux élections**
- **L'analyse du genre dans un processus électoral**
- **La résolution des contentieux**
- **Le rôle des observateurs locaux et les effets sur la conduite civique des élections**
- **L'Identification des tâches, projet de calendrier et la structure organisationnelle**
- **L'établissement des équipes des observateurs**
- **Le fonctionnement et la structure de la mission d'observation d'une élection**
- **Le Code de conduite et l'évaluation des observateurs**
- **Le briefing des observateurs, les matériels du briefing et les formulaires du rapport**
- **La réponse aux défis et observation de la campagne**
- **La dynamique post - électorale**
- **La coordination des élections**

Immédiatement après sa participation à ce module de formation, la conseillère pédagogique a profité de son séjour européen pour visiter les autres structures et partenaires européens œuvrant pour la promotion de la paix, de la jeunesse et de la femme. Il s'agit entre autres :

#### **A. Frankfurt en Allemagne:**

- ✓ **Du Projet de recherche sur la Justice, Paix et Gouvernance ;**
- ✓ **Du Service d'encadrement des jeunes immigrés ;**
- ✓ **Du projet d'encadrement des femmes battues ;**
- ✓ **Pro familia : projet sur la pédagogie sexuelle.**

#### **B. Namur en Belgique**

- ✓ **De l'Université de Paix.**

#### **C. Paris**

- ✓ **De Département de l'Eglise protestante française en mission (DFAP)**

### **III. Accompagnement de la CBCO à la paix durable**

Le conflit de leadership qui a perduré au sein de la communauté baptiste du Congo Ouest (CBCO) et qui a paralysé la dynamique interne jusqu'à l'emprisonnement de certains clergés et la perte d'un grand nombre de ses chrétiens a poussé le synode provincial de l'ECC/Bas-Congo a responsabilisé son département de développement, le CRAFOD, d'étudier les mécanismes d'appui et d'accompagnement de ladite dénomination confessionnelle à la recherche des voies de sortie à cette crise de leadership institutionnelle.

Grâce à l'appui financier obtenu d'EED/SCP et aux premiers éléments de diagnostic situationnel récoltés par la direction du CRAFOD, cette dernière a sollicité les services de trois facilitateurs ou médiateurs congolais qui ont proposé ce dispositif d'accompagnement à ces deux camps dissidents :

#### **Premier Atelier : Diagnostic de la situation**

Ayant été tenu au CRAFOD/Kimpese du 13 au 17 juillet 2009, cet atelier réunissant plus de 20 personnes, a eu pour objectifs :

- De se connaître mutuellement afin de développer l'esprit d'écoute à partir des règles du jeu définies et convenues entre eux les adversaires;
- De permettre à chacune de deux parties de « se défouler »
- D'identifier et analyser les problèmes des uns et des autres ;
- De mieux percevoir les pensées des uns et des autres par rapport à tous ces problèmes identifiés
- D'amener les délégués de deux parties à se concentrer sur les intérêts de l'Eglise-communautaire en jeu et non sur leurs intérêts individualisés.
- D'imaginer des alternatives des solutions procurant un bénéfice mutuel.

Au terme de ce premier atelier, les participants on résolu de mettre sur pied une commission de pilotage composé de 7 membres qui devaient :

- Revisiter les textes juridiques en vigueur (Statuts et Règlement Intérieur) tout en recueillant les avis et considération de la base
- Préparer conjointement la session ordinaire de l'Assemblée générale de la CBCO auprès de qui la commission de pilotage constituée va devoir restituer le projet de statuts pour son adoption ;
- Proposer à cette assemblée un projet de changement organisationnel.

Cette commission de pilotage devait se réunir d'ici août 2009 sous l'accompagnement des 3 médiateurs.

Deuxième atelier : Elaboration du projet des textes juridiques

Il s'est tenu au siège de la CBCO/Kinshasa sur convocation de deux présidents dissidents. Au terme duquel, un projet de textes juridiques a été rédigé et ; chaque partie a reçu le mandat de les soumettre à l'appréciation de la base.

#### IV. Accompagnement des FOVAREN à travers les antennes du CRAFOD.

##### 1. Définition du FoLVaReN

Le FoLVaReN est un cadre de concertation des acteurs impliqués et concernés par la gestion des ressources naturelles au sein duquel se définit des orientations et des stratégies pour une bonne connaissance de ces ressources et pour leur valorisation par la population. C'est donc les communautés locales qui se regroupent pour une meilleure gestion des ressources locales, à savoir dans un rayon de 30 km autour du siège du FoLVaReN.

##### 2.1. Objectifs du FoLVaRen

- Sensibiliser les populations au paradoxe de la RDC en vue de modifier leurs comportements face à l'environnement et à la gestion des ressources
- Identifier les mécanismes à mettre en œuvre pour que les ressources locales profitent à la population de manière optimale, et les planifier
- Identifier les différents conflits sociaux dus à une gestion non équitable des ressources et accompagner les concernés dans la recherche de solutions pacifiques
- Elaborer un vadémécum de la gestion des terres au Bas Congo approuvé par la loi pouvant en cas de conflit servir de texte de référence

- Renforcer la dynamique communautaire aux profits des intérêts de la communauté par l'émergence d'initiatives locales

## 2.2. Cibles

Les communautés locales sont les plus à même d'identifier les problèmes et les besoins liés aux ressources naturelles, et c'est aussi à la base que le comportement face à l'environnement doit être modifié. Cela justifie le choix des acteurs pour les ateliers de réflexion que nous organisons sur le terrain d'une part, et ceux pour le comité FoLVaReN qui poursuit le travail entre les rencontres avec nous. Sont donc conviés aux ateliers sur le terrain pour prendre part aux réflexions et être sensibilisés à la valorisation des ressources naturelles, une trentaine de personnes parmi lesquels: directeurs et préfets d'écoles, responsables de paroisses, chefs de sous division de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, ayant-droits fonciers, notables, responsables et animateurs de radios communautaires, membres de la société civile, autorités politico-administratives, leaders sociaux et responsables de mouvements associatifs... Est alors touché en aval un vaste public : élèves, fidèles, populations locales... Qui plus est les pistes de réflexion et les actions dégagées sont nombreuses. C'est finalement le FoLVaReN qui poursuit le travail en mobilisant les ressources humaines, financières, et matérielles pour accompagner les actions. Il s'agit d'un groupe d'une douzaine de personnes élues démocratiquement lors du premier atelier.



Comité FoLVaReN de Seke-Banza

### 2.3. Approche méthodologique

Les ateliers se déroulent sur deux jours, le chef d'antenne distribue préalablement des invitations aux participants qui seront amenés à travailler en groupe pour inventorier les ressources locales selon 6 catégories : ressources agricoles, ressources d'élevage, ressources forestières (faune, flore), ressources énergétiques, ressources en eau et halieutiques, ressources minières. Puis analyser les problèmes liés à celles-ci et planifier des actions en conséquence. Les travaux sont présentés en grand groupe pour être discutés, améliorés, et repris par le comité ensuite.

## 2. Installation des FoLVaReN

Depuis début décembre 2009, sept FoLVaReN sont opérationnels en vue de remplir les objectifs établis dans la fiche de projet, et des actions ont été planifiées pour une meilleure valorisation des ressources naturelles.

### 3.1. Objectifs et réalisations

On reprend ici le tableau d'activité pour faire un bilan un mois après le démarrage du projet :

Activités	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation	Observations
Sensibiliser et installer des forums en milieu scolaire et au niveau des communautés de base	12	7	58%	Réalisé : Seke-Banza (2/2) , Songololo (2/2), Luozi (1/2), Kimpese (2/2) A faire : Mbanza-Ngungu (2), Boma (2)
Inventorier les ressources naturelles disponibles dans chaque milieu d'intervention	12	6	50%	Réalisé : Seke-Banza (2/2) , Songololo (2/2), Luozi (1/2), Kimpese (1/2) A faire : Mbanza-Ngungu (2), Boma (2)
Organiser des campagnes de sensibilisation et de conscientisation sur la valorisation des ressources naturelles	24	10	42%	Réalisé : Seke-Banza (4) , Songololo (3), Luozi (2), Kimpese (1) A faire : Mbanza-Ngungu
Organiser des ateliers de réflexion sur les mécanismes de protection, de sauvegarde et de valorisation des ressources naturelles à chaque niveau d'intervention	5	4	80%	Réalisé : Seke-Banza, Songololo, Luozi, Kimpese A faire : Mbanza-Ngungu
Assurer le suivi des mesures d'accompagnement des mécanismes de protection, de sauvegarde et de valorisation des ressources.	1	1	100%	Réalisé : Seke-Banza, Songololo, Luozi, Kimpese A faire : Mbanza-Ngungu NB : activité permanente
Sensibiliser les ayants droits fonciers sur la gestion du terroir pour une utilisation rationnelle des ressources	5	4	80%	Réalisé : Seke-Banza, Songololo, Luozi, Kimpese A faire : Mbanza-Ngungu NB : activité en cours de réalisation (processus engagé)
Accompagner les ayants droits fonciers dans la résolution des conflits fonciers (analyse et pistes	50	-	-	Activité en cours de réalisation à Seke-Banza, Songololo, Luozi, Kimpese

de solutions)				
---------------	--	--	--	--

**Remarque :**

On voit dans le tableau qu'initialement des ateliers devaient être organisés d'une part pour la sensibilisation au niveau scolaire, et d'autre part pour la sensibilisation auprès de la population dans son ensemble. Sur le terrain selon la taille des cités, il s'est avéré plus judicieux à certains endroits de faire un seul et même atelier auquel les intervenants en milieux scolaires et paysans sont présents, puis éventuellement réfléchir de manière distincte sur l'éducation formelle et sur l'éducation informelle.

### 3.2. Actions dégagées

A la fin de chaque atelier une planification indicative devant faire l'objet d'un accompagnement est élaborée pour chaque antenne :

#### Actions planifiées pour l'antenne de Luozi :

- Mener des actions de plaidoyer auprès des services spécialisés de l'Etat de Luozi pour mieux valoriser l'exploitation de la pierre à chaux (de particulièrement bonne qualité)
- Sensibiliser les paysans sur le reboisement communautaire, la reforestation, la gestion des forêts communautaires, et l'arboriculture fruitière pour un développement durable et une production fruitière plus rentable
- Elaborer des fiches pédagogiques avec l'aide des inspecteurs scolaires et des enseignants pour introduire des notions sur la valorisation des ressources naturelles en vue d'un changement de comportement de la communauté scolaire
- Organiser des émissions de radio sur la valorisation des ressources naturelles en vue d'un changement de comportement de la population
- Inventorier toutes les lois existantes sur la gestion des terres, les traduire en kikongo pour les diffuser à la radio, les vulgariser, et demander à l'état l'application stricte de celles-ci
- Faire des journées portes ouvertes, et des prospectus sur la protection, la conservation et la valorisation des ressources naturelles
- Organiser des campagnes de vaccination contre la Pseudo Peste Aviaire (PPA) qui ravage près de la totalité du cheptel au changement de saisons (saison sèche/saison des pluies)
- Sensibiliser la population sur la connaissance, la protection et la conservation des plantes médicinales
- Accompagner les ayant-droits fonciers dans la récolte de données pour l'élaboration d'un vadémécum sur la gestion des terres devant servir de texte de référence en cas de conflit

#### Actions planifiées pour l'antenne de Songololo :

##### \*Cité de Nsona-Mpangu

- Organiser des campagnes de vaccination contre la Pseudo Peste Aviaire (PPA) qui ravage près de la totalité du cheptel au changement de saisons (saison sèche/saison des pluies)
- Rempoissonner la rivière en certaines espèces du fleuve présentes en

aval des chutes à proximité de Nsona-Mpangu mais absentes en amont des chutes

- Mener des actions de plaidoyer envers les autorités politico-administratives (administrateur du territoire, chef de secteur, commandant de police) pour l'application stricte de la loi interdisant l'utilisation des produits toxiques dans la rivière lors de la pêche massacre, et sensibiliser la population sur les dégâts et les dangers liés à cette pratique
- Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités politico-administratives pour l'expertise des matières premières (minerais : or, diamant, calcaire) aux environs de Nsona-Mpangu
- Conscientiser les paysans sur le reboisement communautaire, la reforestation, la gestion des forêts communautaires et l'arboriculture fruitière pour un développement durable et une production fruitière plus rentable
- Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités de la Communauté Baptiste du Congo Ouest (CBCO) pour des projets d'exploitation du calcaire présent dans sa concession
- Accompagner les ayant-droits fonciers dans la récolte de données pour l'élaboration d'un vadémécum sur la gestion des terres devant servir de texte de référence en cas de conflit

#### \*Cité de Songololo

- Sensibiliser les paysans sur les méthodes à appliquer pour une bonne conservation de l'oignon
- Sensibiliser les paysans sur le reboisement communautaire, la reforestation, la gestion des forêts communautaires, et l'arboriculture fruitière pour un développement durable et une production fruitière plus rentable
- Mener des actions de plaidoyer pour la remise en état du pont entre Ntandu A Nzadi et Songololo pour permettre l'évacuation des marchandises
- Former les paysans sur les pratiques d'élevage à base des ressources locales (enclos avec des bambous, alimentation à base des ingrédients locaux, traitement avec les plantes locales...)
- Accompagner les ayant-droits fonciers dans la récolte de données pour l'élaboration d'un vadémécum sur la gestion des terres devant servir de texte de référence en cas de conflit

#### Actions planifiées pour l'antenne de Seke-Banza :

### \*Cité de Seke-Banza

- Appuyer des sessions de formation sur la transformation et la conservation de la banane et du manioc avec l'aide de l'association « main dans la main » et autres partenaires locaux
- Appuyer la commercialisation et l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation
- Former les paysans sur les pratiques d'élevage à base des ressources locales (enclos avec des bambous, alimentation à base des ingrédients locaux, traitement avec les plantes locales...)
- Identifier et former les apiculteurs
- Organiser des tribunes d'expression populaire sur le déboisement et la déforestation
- Sensibiliser les ayant-droits fonciers et plaider auprès des autorités politico-administratives sur la création d'un site touristique à Kinzambi
- Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités politico-administratives pour l'expertise du diamant, de la pyrite de fer et de l'or à Loangu
- Accompagner les ayant-droits fonciers dans la récolte de données pour l'élaboration d'un vadémécum sur la gestion des terres devant servir de texte de référence en cas de conflit

### \*Cité de Kinzau Mvueté

- Introduire de nouvelles variétés améliorées pour les taros, les courges, et les safous
- Encourager la population à la domestication des aulacodes
- Introduire des races améliorées de canards
- Sensibiliser les paysans sur le reboisement communautaire, la reforestation, la gestion des forêts communautaires, et l'arboriculture fruitière pour un développement durable et une production fruitière plus rentable
- Mener des actions pour le repoissonnement en nouvelles espèces de poissons dans la rivière de Buna
- Mener des actions en concert avec le projet « village assaini » pour une alimentation régulière de la cité en eau potable, et la gestion des déchets
- Sensibiliser et former la population en vue de promouvoir l'artisanat à base d'argile faisant la fierté de la culture Kongo
- Accompagner les ayant-droits fonciers dans la récolte de données pour l'élaboration d'un vadémécum sur la gestion des terres devant servir de texte de référence en cas de conflit

### Actions planifiées pour l'antenne de Kimpese :

- Former les paysans sur les pratiques d'élevage à base des ressources locales (enclos avec des bambous, alimentation à base des ingrédients locaux, traitement avec les plantes locales...)
- Sensibiliser, conscientiser, et former les paysans sur les techniques de transformation et de conservation des fruits
- Vulgariser les techniques locales de conservation de produits agricoles
- Sensibiliser les paysans sur le reboisement communautaire, l'entretien des arbres, la reforestation, la gestion des forêts communautaires et l'arboriculture fruitière pour un développement durable et une production fruitière plus rentable
- Accompagner les ayant-droits fonciers dans la récolte de données pour l'élaboration d'un vadémécum sur la gestion des terres devant servir de texte de référence en cas de conflit
- Renforcer la pisciculture familiale, et relancer la pêche dans la rivière Lukunga en sensibilisant entre autre les gens aux dégâts de la pollution des rivières
- Vulgariser les techniques de transformation du poisson



### *Pisciculture au CECO Kimpese*

#### *3.3. Difficultés rencontrées*

Au cours de ces ateliers nous avons fait face à trois problèmes majeurs :

- Les moyens de communication pour contacter les participants sont parfois insuffisants, ainsi faire toutes les invitations a parfois été un travail difficile
- La période de réalisation des activités coïncidait avec la saison des pluies et donc le moment des semis ce qui rendait les gens moins

disponibles

- Le temps prévu pour les ateliers été insuffisant pour approfondir le travail d'inventaire et de planification autant que souhaité

### 3.4. Propositions d'amélioration

Suite à la réalisation de l'activité dans déjà plusieurs sites quelques améliorations de travail peuvent être envisagées :

- Le nombre de rencontres sur le terrain était fixé à deux par siège de FoLVaReN, mais au vu du résultat dans certaines cités après deux réunions, il s'avère que ça n'est pas suffisant pour assurer l'autonomie des comités et approfondir le travail autant que souhaité. Le nombre de rencontres ou le nombre de jours de mission est donc revu à la hausse (voir planification) pour renforcer les capacités des membres
- Les capacités des membres doivent être renforcées pour qu'ils puissent définir les stratégies d'intégration des notions thématiques de valorisation de ressources naturelles dans le contenu des différentes matières étudiées
- Suite à la demande des autorités politico-administratives il faudrait créer d'avantage de FoLVaReN pour mieux couvrir les territoires

## V. Le voyage à Goma à l'est de la RD Congo

Il a été effectué du 24 au 30 novembre 2009 avec pour but, d'une part d'assister à l'atelier organisé par le SCP sur le thème de l'éducation à la paix, d'autre part en ce qui concerne la force professionnelle envoyée par EED en poste au CRAFOD, de rencontrer ses collègues du SCP basés dans la région du Kivu.

Trois personnes du CRAFOD avaient été envoyées à Goma pour assister à l'atelier sur l'éducation à la paix qui s'est déroulé du 25 au 27 novembre. Il s'agit de Clémentine Phaku, animatrice d'antenne de l'axe géographique de Kimpese, le Pasteur Jean Nkiambi, enseignant au CECO/Kimpese désignée comme personne ressource du CRAFOD ainsi que Pierre Fichter, conseiller technique pour la bonne gouvernance et la promotion de la paix.

Si l'atelier a été l'occasion pour l'équipe du CRAFOD de découvrir et d'échanger avec les autres membres du réseau SCP sur les expériences et approches en matière d'éducation à la paix. Ce voyage a surtout été une bonne opportunité pour initier une réflexion sur le développement d'activités d'éducation à la paix au Bas-Congo.

Ainsi, à la suite de ce voyage des séances de travail ont eu lieu afin d'élaborer un plan de travail. Une équipe a donc été constituée et des activités préparatoires planifiées avec les associations de jeunes et les enseignants du secteur de Kimpese.

Du côté de la force professionnelle et conseiller technique du CRAFOD, le voyage a été aussi l'occasion de rencontrer ses homologues basés dans les deux provinces du Kivu et de prendre contact avec d'autres membres du réseau et collaborateurs du CRAFOD. Son séjour s'est terminé par la visite de l'ONG Heal Africa et par un travail avec Joseph Mboui du CAREPD (Centre Africain de Recherche et d'Education à la Paix et à la Démocratie) qui a permis de dégager d'éventuels axes de collaboration avec le CRAFOD.

Ainsi fait à Kimpese, le 17.01. 2010

Willy BONGOLO DIANGANA

Directeur de programmes

ECC/CRAFOD